

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2004 — 2510

[2004/202017]

27 MAI 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'agrément des auteurs de plans communaux de mobilité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales, en particulier son article 14;

Considérant qu'il y a lieu de préciser les critères et la procédure d'agrément des personnes physiques ou morales, privées ou publiques qui peuvent être chargées de l'élaboration ou de la révision des plans communaux de mobilité tel que prévu dans l'article 14 du décret relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne du 7 avril 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 17 mai 2004, donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 2 avril 2003;

Sur proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : décret du 31 mars 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales;

2^o agrément : l'agrément requis pour la réalisation ou la révision de plans communaux de mobilité en vertu de l'article 14 du décret;

3^o Ministre : le Ministre ayant les Transports et la Mobilité dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *L'agrément*

Art. 2. Une personne physique ou morale ou une association de personnes physiques peut être chargée de l'élaboration ou de la révision d'un plan communal de mobilité à la condition d'être préalablement agréé par le Ministre sur avis de la commission d'agrément visée à l'article 6.

Une personne privée, physique ou morale, désignée pour l'élaboration d'un plan communal de mobilité ne peut avoir aucun intérêt personnel direct ou indirect à la mise en œuvre de ce plan.

Art. 3. § 1^{er}. L'agrément des auteurs de plans communaux de mobilité est octroyé :

1^o à toute personne physique ou association de personnes physiques qui peut faire la preuve qu'elle dispose des compétences et de l'expérience utile à la bonne élaboration d'un plan communal de mobilité conformément aux objectifs et au contenu définis en article 12 du décret;

2^o à toute personne morale ayant dans son objet social les matières relatives aux transports, à la mobilité ou à l'accessibilité et qui peut faire la preuve qu'elle dispose des compétences nécessaires et de l'expérience utile à la bonne élaboration d'un plan communal de mobilité conformément aux objectifs et au contenu définis en article 12 du décret.

§ 2. La personne physique ou morale ou l'association de personnes physiques devra faire preuve :

1^o de ses capacités d'établir une analyse, de déterminer les enjeux, de proposer des objectifs ainsi que les critères permettant d'apprécier la réalisation de ceux-ci, de détailler un programme d'actions et de réaliser des esquisses d'aménagements prioritaires, notamment pour les matières suivantes :

- la structuration de réseaux, la sécurité;
- les déplacements motorisés;
- les déplacements non motorisés : piétons, cyclistes et personnes à mobilité réduite;
- les transports en commun;
- le transport et transbordement de marchandises;
- le stationnement;
- l'aménagement d'espaces publics et de voiries, les espaces de vie;
- la signalisation directionnelle et de proximité;
- l'aménagement du territoire et l'environnement, en relation avec les questions d'accessibilité et de déplacements;

2^o de ses capacités à communiquer - par voie écrite, orale et audio-visuelle - consulter et élaborer un document concerté avec des techniciens, des mandataires politiques ou des citoyens;

3^o des moyens techniques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Art. 4. § 1^{er}. L'agrément des auteurs de plans communaux de mobilité est octroyé pour une ou plusieurs des catégories suivantes :

1^o plan communal de mobilité de communes de 10 000 habitants ou plus;

2^o plan communal de mobilité de communes de moins de 10 000 habitants.

§ 2. Pour obtenir l'agrément visé au § 1^{er}, 1^o, la personne physique ou morale ou l'association de personnes physiques fait la preuve d'une expérience utile dans l'élaboration d'études de mobilité ou d'aménagement du territoire dans des communes de plus de 10 000 habitants au cours des six dernières années.

§ 3. L'agrément est octroyé pour une durée de quatre ans, renouvelable, prenant cours à la date de notification de l'agrément. La portée de l'agrément est précisée dans la notification.

CHAPITRE III. — *La procédure d'agrément*

Art. 5. § 1^{er}. Le dossier de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément est adressé au Ministre auprès de la Direction générale des Transports par courrier recommandé.

Le dossier de demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément est établi en 7 exemplaires. Il précise la ou les catégories d'agrément visé à l'article 4, § 1^{er}, qui sont sollicitées et comporte les éléments nécessaire à l'évaluation des conditions définies à l'article 3 ainsi que les éléments suivants :

- les coordonnées de la personne physique ou morale ou de l'association de personnes physique;
- les titres, qualifications et références des collaborateurs liés de manière structurelle au demandeur;
- s'il s'agit d'une personne morale, une copie des statuts ainsi que la liste des administrateurs ou des gérants.

La Direction générale des Transports accuse réception du dossier et le transmet à la commission d'agrément visée à l'article 6 dans les dix jours de sa réception.

§ 2. La commission d'agrément dispose de quarante jours à dater de l'accusé de réception pour rendre son avis au Ministre.

La commission d'agrément peut auditionner le demandeur ou lui demander un complément d'information. Dans ce dernier cas, le délai d'avis est prolongé d'un maximum de dix jours.

A défaut d'avis, l'avis de la commission d'agrément est réputé favorable.

§ 3. La commission d'agrément peut proposer au Ministre d'octroyer un agrément sous conditions, visant :

1^o une personne physique ou morale ou une association de personnes physiques qui disposerait des compétences visées à l'article 3, § 2, 1^o, à l'exception des matières spécifiques à l'aménagement du territoire et à l'environnement. L'agrément peut être octroyé au demandeur sous la condition qu'il soit associé ou qu'il travaille en sous-traitance avec un auteur de projet agréé pour l'élaboration de schémas de structure conformément à l'article 282 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

2^o Une personne physique ou morale ou une association de personnes physiques dont les compétences auront été jugées recevables mais dont l'expérience en matière de plans communaux de mobilité est limitée. Dans ce cas, la commission d'agrément propose au Ministre les modalités de vérification des conditions.

§ 4. Le Ministre notifie sa décision dans les septante-cinq jours de l'accusé de réception de la demande, accompagnée, le cas échéant, de l'avis de la commission d'agrément.

Art. 6. Il est constitué une commission d'agrément chargée de rendre un avis sur les demandes d'agrément. La commission d'agrément est composée d'un membres effectif et d'un suppléant représentant chacune des administrations en charge respectivement : des routes, des transports, de la mobilité, de l'aménagement du territoire, des pouvoirs locaux ainsi que de la Société régionale wallonne des Transports.

Les membres effectifs et suppléants de la commission d'agrément sont nommés par le Gouvernement pour une période de cinq ans sur proposition des administrations concernées.

Les membres de la commission d'agrément élisent un président en leur sein. La commission d'agrément établit un règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement.

L'administration en charge de la mobilité en assure le secrétariat.

Art. 7. § 1^{er}. Lorsqu'un plan communal de mobilité élaboré par une personne physique ou morale ou une association de personnes agréée n'est pas conforme aux règles de l'art ou constitue un document de qualité insatisfaisante au regard des objectifs visés à l'article 12 du décret, le Ministre le constate dans un avertissement qu'il notifie à cette personne ou association de personnes.

§ 2. Si une même constatation est faite pour un document ultérieur, le Ministre demande un avis à la commission d'agrément dans un délai qu'il fixe et en avertit le titulaire. Celui-ci dispose de la possibilité de faire valoir ses observations.

§ 3. Sur avis de la commission d'agrément, le Ministre peut procéder au retrait de l'agrément. Le retrait d'agrément est notifié au titulaire en précisant dans quels délais il est autorisé à réintroduire une demande d'agrément.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 8. Toute décision relative à l'octroi, au renouvellement ou au retrait d'un agrément est publiée, en extrait, au *Moniteur Belge*.

Art. 9. Jusqu'au 1^{er} janvier 2006, les personnes physiques ou morales qui ont élaboré un plan communal de mobilité adopté par un conseil communal sont assimilées aux personnes agréées, dans la catégorie de l'article 4, § 1^{er}, qui correspond aux caractéristiques des communes concernées.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2004.

Art. 11. Le Ministre des Transports et de la Mobilité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2004 — 2510

[2004/202017]

**27. MAI 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Zulassung der Verfasser von kommunalen Mobilitätsplänen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit, insbesondere Artikel 14;

In der Erwägung, dass die Kriterien und das Verfahren für die Zulassung der natürlichen oder juristischen, privaten oder öffentlich-rechtlichen Personen, die mit der Ausarbeitung oder Revision der kommunalen Mobilitätspläne gemäß Artikel 14 des Dekrets über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit beauftragt werden können, genau bestimmt werden müssen;

Aufgrund des am 7. April 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 17. Mai 2004 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 2. April 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeines*

Artikel 1. - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 1. April 2004 über die lokale Mobilität und die lokale Zugänglichkeit;

2° Zulassung: die für die Ausarbeitung oder Revision von kommunalen Mobilitätsplänen kraft Artikel 14 des Dekrets erforderliche Zulassung;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Transportwesen und die Mobilität gehören.

KAPITEL II. — *Die Zulassung*

Art. 2. - Eine natürliche oder juristische Person oder eine Vereinigung von natürlichen Personen kann mit der Ausarbeitung oder der Revision eines kommunalen Mobilitätsplans beauftragt werden, unter der Bedingung, dass sie zunächst durch den Minister auf Gutachten des in Artikel 6 erwähnten Zulassungsausschusses zugelassen worden ist.

Eine private, natürliche oder juristische Person, die für die Ausarbeitung eines kommunalen Mobilitätsplans bestimmt worden ist, darf kein mittelbares oder unmittelbares persönliches Interesse an der Durchführung dieses Plans haben.

Art. 3. - § 1. Die Zulassung der Verfasser von kommunalen Mobilitätsplänen wird folgenden Personen gewährt:

1° jeder natürlichen Person oder jeder Vereinigung von natürlichen Personen, die nachweisen kann, dass sie über die nützlichen Kompetenzen und Erfahrung zur guten Ausarbeitung eines kommunalen Mobilitätsplans in Übereinstimmung mit den Zielsetzungen und dem Inhalt nach Artikel 12 des Dekrets verfügt;

2° jeder juristischen Person, deren Gesellschaftszweck Angelegenheiten bezüglich des Transportwesens, der Mobilität oder der Zugänglichkeit enthält, und die nachweisen kann, dass sie über die nützlichen Kompetenzen und Erfahrung zur guten Ausarbeitung eines kommunalen Mobilitätsplans in Übereinstimmung mit den Zielsetzungen und dem Inhalt nach Artikel 12 des Dekrets verfügt.

§ 2. Die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen Personen muss nachweisen, dass sie über Folgendes verfügt:

1° die erforderlichen Fähigkeiten, um eine Analyse durchzuführen, Zwecke zu bestimmen, Ziele sowie Kriterien zur Beurteilung, ob diese Ziele erreicht worden sind, vorzuschlagen, ein Aktionsprogramm zu bestimmen, und Skizzen der vorrangigen Einrichtungen durchzuführen, insbesondere für folgende Bereiche:

- die Strukturierung von Netzen, die Sicherheit;
- den motorisierten Verkehr;
- den nicht motorisierten Verkehr: Fußgänger, Fahrradfahrer und Personen mit eingeschränkter Mobilität;
- die öffentlichen Verkehrsmittel;
- den Gütertransport und -umschlag;
- das Parken;
- die Einrichtung von öffentlichen Flächen und Straßen, die Lebensräumlichkeiten;
- die Richtungsbeschilderung und die Beschilderung für den Nahbereich;
- die Raumordnung und die Umwelt, in Verbindung mit Fragen der Zugänglichkeit und des Verkehrs;

2° Fertigkeiten zur schriftlichen, mündlichen und audiovisuellen Kommunikation, zur Untersuchung und Ausarbeitung von Dokumenten in Zusammenarbeit mit Technikern, politischen Mandatsträgern oder Bürgern;

3° die technischen Mittel, die zur Durchführung ihrer Aufgaben nötig sind.

Art. 4. - § 1. Die Zulassung der Verfasser von kommunalen Mobilitätsplänen wird für eine oder mehrere der folgenden Kategorien gewährt:

1° kommunaler Mobilitätsplan für Gemeinden von mindestens 10 000 Einwohnern;

2° kommunaler Mobilitätsplan für Gemeinden von weniger als 10 000 Einwohnern;

§ 2. Um die in § 1, 1° erwähnte Zulassung zu erhalten, muss die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von juristischen Personen eine nützliche Erfahrung im Bereich der Ausarbeitung von Mobilitätsstudien oder der Raumordnung in Gemeinden von mehr als 10 000 Einwohnern im Laufe der letzten 6 Jahre nachweisen.

§ 3. Die Zulassung wird für eine erneuerbare Dauer von 4 Jahren gewährt; sie gilt ab dem Datum ihrer Notifizierung. Der von der Zulassung gedeckte Bereich wird in der Notifizierung angegeben.

KAPITEL III. — *Das Zulassungsverfahren*

Art. 5. - § 1. Die Akte für einen Zulassungsantrag oder eine Zulassungserneuerung ist an die Generaldirektion des Transportwesens zu Händen des Ministers per Einschreiben zuzuschicken.

Die Akte für einen Zulassungsantrag oder eine Zulassungserneuerung wird in 7 Exemplaren ausgestellt. In der Akte wird angegeben, welche Zulassungskategorie nach Artikel 4, § 1, beantragt wird; sie enthält alle Angaben, die für die Bewertung der in Artikel 3 bestimmten Bedingungen nötig sind, sowie die folgenden Elemente:

- die Angaben zur natürlichen oder juristischen Person oder zur Vereinigung von natürlichen Personen;
- die Titel, Qualifikationen und Referenzen der Mitarbeiter, die auf strukturelle Weise mit dem Antragsteller verbunden sind;
- handelt es sich um eine juristische Person, eine Abschrift der Satzungen sowie die Liste der Verwalter oder Geschäftsführer.

Die Generaldirektion des Transportwesens bestätigt den Empfang der Akte und übermittelt sie dem in Artikel 6 erwähnten Zulassungsausschuss innerhalb von 10 Tagen nach deren Empfang.

§ 2. Der Zulassungsausschuss verfügt über 40 Tage ab der Empfangsbestätigung, um dem Minister sein Gutachten abzugeben.

Der Zulassungsausschuss kann den Antragsteller anhören oder um zusätzliche Information ersuchen. In diesem letzten Fall wird die Begutachtungsfrist um höchstens 10 Tage verlängert.

Mangels eines Gutachtens wird davon ausgegangen, dass der Zulassungsausschuss ein günstiges Gutachten abgegeben hat.

§ 3. Der Zulassungsausschuss kann dem Minister vorschlagen, eine bedingte Zulassung zu gewähren, und zwar für:

1° eine natürliche oder juristische Person oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, die über die in Artikel 3, § 2, 1° angegebenen Kompetenzen mit Ausnahme der spezifischen Angelegenheiten im Bereich der Raumordnung und der Umwelt verfügen würde. Die Zulassung kann dem Antragsteller gewährt werden, unter der Bedingung, dass er für die Ausarbeitung von Strukturschemen gemäß Artikel 282 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe mit einem zugelassenen Projektautor als Geschäftspartner oder Subunternehmer zusammenarbeitet;

2° eine natürliche oder juristische Person oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, deren Kompetenzen als zulässig erachtet wurden, deren Erfahrung in Sachen kommunale Mobilitätspläne jedoch beschränkt ist. In diesem Fall kann der Zulassungsausschuss dem Minister die Modalitäten zur Überprüfung der Bedingungen vorschlagen.

§ 4. Der Minister notifiziert seinen Beschluss innerhalb von 75 Tagen nach der Empfangsbestätigung des Antrags; dieser Notifizierung wird ggf. das Gutachten des Zulassungsausschusses beigelegt.

Art. 6. - Es wird ein Zulassungsausschuss gebildet, der damit beauftragt wird, ein Gutachten über die Zulassungsanträge abzugeben. Der Zulassungsausschuss besteht aus einem effektiven Mitglied und einem Ersatzmitglied, die jede der in den folgenden Bereichen zuständigen Verwaltungen vertreten: Straßen, Transportwesen, Mobilität, Raumordnung, lokale Behörden sowie die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie).

Auf Vorschlag der betroffenen Verwaltungen werden die effektiven und Ersatzmitglieder des Zulassungsausschusses von der Regierung für eine Dauer von fünf Jahren ernannt.

Die Mitglieder des Zulassungsausschusses wählen aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden. Der Zulassungsausschuss erstellt eine Geschäftsordnung, die er der Regierung zur Genehmigung vorlegt.

Die mit der Mobilität beauftragte Verwaltung gewährleistet das Sekretariat des Ausschusses.

Art. 7. - § 1. Wenn ein von einer zugelassenen natürlichen oder juristischen Person oder aber einer zugelassenen Personenvereinigung ausgearbeiteter kommunaler Mobilitätsplan nicht mit den Regeln der Kunst übereinstimmt oder ein Dokument bildet, dessen Qualität im Hinblick auf die in Art. 12 des Dekrets angeführten Zielsetzungen unzureichend ist, stellt der Minister dies in einer Verwarnung fest, die er dieser Person oder Personenvereinigung zustellt.

§ 2. Wenn dieselbe Feststellung für ein späteres Dokument gemacht wird, ersucht der Minister den Zulassungsausschuss um ein Gutachten innerhalb einer Frist, die er festlegt, und benachrichtigt den Zulassungsinhaber darüber. Dieser hat die Möglichkeit, seine Bemerkungen geltend zu machen.

§ 3. Auf Gutachten des Zulassungsausschusses kann der Minister die Zulassung zurückziehen. Der Entzug der Zulassung wird dem Zulassungsinhaber zugestellt, wobei angegeben wird, innerhalb welcher Fristen er einen neuen Zulassungsantrag wieder einreichen kann.

KAPITEL IV. — *Schlussbestimmungen*

Art. 8. - Die Beschlüsse bezüglich der Gewährung, Erneuerung oder des Entzugs einer Zulassung werden auszugsweise im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 9. - Bis zum 1. Januar 2006 werden die natürlichen oder juristischen Personen, die einen von einem Gemeinderat verabschiedeten kommunalen Mobilitätsplan ausgearbeitet haben, den zugelassenen Personen in der Kategorie von Artikel 4, § 1, die den Merkmalen der betroffenen Gemeinden entspricht, gleichgestellt.

Art. 10. - Der vorliegende Erlass tritt am 1. November 2004 in Kraft.

Art. 11. - Der Minister des Transportwesens und der Mobilität wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Mai 2004

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2004 — 2510

[2004/202017]

27 MEI 2004. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning als ontwerper van gemeentelijke mobiliteitsplannen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid, inzonderheid op artikel 14;

Overwegende dat de criteria en de procedure nader bepaald dienen te worden voor de erkenning van de publiek- dan wel privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen aan wie opdrachten inzake de uitwerking en de herziening van gemeentelijke mobiliteitsplannen zoals bepaald in artikel 14 van het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid toegewezen kunnen worden;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 7 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, van 17 mei 2004, uitgebracht overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 2 april 2003;

Op de voordracht van de minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 1 april 2004 betreffende de plaatselijke mobiliteit en toegankelijkheid;

2° erkenning : de erkenning die vereist is voor het opstellen en de herziening van gemeentelijke mobiliteitsplannen krachtens artikel 14 van het decreet;

3° minister : de Minister bevoegd voor Vervoer en Mobiliteit.

HOOFDSTUK II. — Erkenning

Art. 2. Een opdracht inzake de uitwerking en de herziening van een gemeentelijk mobiliteitsplan kan worden toegewezen aan een natuurlijke of rechtspersoon of aan een vereniging van natuurlijke personen op voorwaarde dat zij voorafgaandelijk erkend worden door de minister, na advies van de erkenningscommissie bedoeld in artikel 6.

Privaatrechtelijke, natuurlijke of rechtspersonen die aangewezen worden voor de uitwerking van een gemeentelijk mobiliteitsplan mogen geen enkel rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belang hebben bij de uitvoering van dat plan.

Art. 3. § 1. De erkenning als ontwerper van gemeentelijke mobiliteitsplannen worden toegekend :

1° aan elke natuurlijke persoon of vereniging van natuurlijke personen die kan aantonen dat zij over de vaardigheden en de nuttige ervaring beschikt voor de zorgvuldige uitwerking van een gemeentelijk mobiliteitsplan dat beantwoordt aan de doelstellingen en de inhoud bedoeld in artikel 12 van het decreet;

2° aan elke rechtspersoon die in haar maatschappelijk doel de aangelegenheden opgenomen heeft die betrekking hebben op vervoer, mobiliteit en toegankelijkheid en die kan aantonen dat zij over de vaardigheden en de nuttige ervaring beschikt voor de zorgvuldige uitwerking van een gemeentelijk mobiliteitsplan dat beantwoordt aan de doelstellingen en de inhoud bedoeld in artikel 12 van het decreet.

§ 2. De natuurlijke of rechtspersoon of de vereniging van natuurlijke personen zal moeten aantonen :

1° dat zij bekwaam is om een analyse op te stellen, de uitdagingen te bepalen, doelstellingen voor te stellen, alsmede de criteria aan de hand waarvan de uitvoering van die doelstelling beoordeeld kan worden, een omstandig actieprogramma uit te werken en de schetsen voor prioritaire aanpassingen vast te leggen, meer bepaald voor de volgende aangelegenheden :

- structurering van netwerken, veiligheid;
- verplaatsingen met gemotoriseerde voertuigen;
- verplaatsingen zonder gemotoriseerde voertuigen : voetgangers, fietsers en personen met beperkte mobiliteit,
- openbaar vervoer;
- goederenvervoer en -overslag;
- parkeren;
- aanleg van openbare ruimten en wegen, leefruimten;
- bewegwijzering en plaatselijke bebording;
- ruimtelijke ordening en leefmilieu, in relatie met vraagstukken inzake toegankelijkheid en verplaatsingen;

2° dat zij bekwaam is om schriftelijk, mondeling en op audiovisuele wijze een document dat tot stand is gekomen na overleg met technici, politieke mandatarissen of burgers te communiceren, te consulteren en uit te werken;

3° dat zij over de technische middelen beschikt die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van haar opdrachten.

Art. 4. § 1. De erkenning als ontwerper van gemeentelijke mobiliteitsplannen wordt toegekend voor één of verschillende categorieën als volgt :

1° gemeentelijk mobiliteitsplan voor gemeenten van 10 000 inwoners of meer;

2° gemeentelijk mobiliteitsplan voor gemeenten van minder dan 10 000 inwoners.

§ 2. Om de erkenning bedoeld in § 1, 1°, te krijgen, dient de natuurlijke of rechtspersoon of de vereniging van natuurlijke personen aan te tonen dat zij tijdens de afgelopen zes jaar een nuttige ervaring genoten heeft in de uitwerking van studies inzake mobiliteit en ruimtelijke ordening in gemeenten met meer dan 10 000 inwoners.

§ 3. De erkenning wordt toegekend voor een duur van vier jaar, hernieuwbaar, die ingaat te rekenen van de datum van kennisgeving van de erkenning. Het bereik van de erkenning wordt in de kennisgeving aangegeven.

HOOFDSTUK III. — *Erkenningsprocedure*

Art. 5. § 1. Het dossier voor de erkenningsaanvraag of de hernieuwing van de erkenning wordt gericht aan de minister bij het Directoraat-generaal Vervoer, per aangetekend schrijven.

Het dossier voor de erkenningsaanvraag of de hernieuwing van de erkenning wordt in zeven exemplaren opgesteld. Daarin wordt de categorie of worden de categorieën aangegeven, bedoeld in artikel 4, § 1, waarvoor de erkenning wordt aangevraagd; het bevat eveneens de bestanddelen die nodig zijn om te oordelen of de voorwaarden bedoeld in artikel 3 worden nageleefd, evenals volgende bestanddelen :

- de adresgegevens van de natuurlijke of rechtspersoon of van de vereniging van natuurlijke personen;
- de titels, kwalificaties en referenties van de medewerkers die in structureel verband met de aanvrager samenwerken;
- indien het een rechtspersoon betreft, een afschrift van de statuten en de lijst van de bestuurders of beheerders.

Het Directoraat-generaal Vervoer bericht ontvangst van het dossier en maakt het over aan de erkenningscommissie bedoeld in artikel 6, binnen de tien dagen na ontvangst ervan.

§ 2. De erkenningscommissie beschikt over veertig dagen te rekenen van het bericht van ontvangst om haar advies aan de minister over te maken.

De erkenningscommissie kan de aanvrager horen of van hem aanvullende inlichtingen verlangen. In dat laatste geval wordt de termijn voor adviesverlening verlengd met maximum tien dagen.

Bij ontstentenis van een advies wordt het advies van de erkenningscommissie geacht gunstig te zijn.

§ 3. De erkenningscommissie kan de minister voorstellen om onder voorwaarden een erkenning toe te kennen, die doelt op :

1° een natuurlijke of rechtspersoon of een vereniging van natuurlijke personen die over de vaardigheden bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, zou beschikken, de specifieke aangelegenheden ruimtelijke ordening en leefmilieu uitgezonderd. De erkenning kan worden toegekend aan de aanvrager op voorwaarde dat hij in vereniging of in onderaanneming werkt met een projectontwerper die erkend is voor de uitwerking van structuurplannen overeenkomstig artikel 282 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

2° een natuurlijke of rechtspersoon of een vereniging van natuurlijke personen wier vaardigheden als ontvankelijk zouden worden beschouwd maar wier ervaring inzake gemeentelijke mobiliteitsplannen beperkt is. In dat geval stelt de erkenningscommissie aan de minister regels voor het nazicht van de inachtneming van de voorwaarden voor.

§ 4. De minister geeft kennis van zijn beslissing binnen de 75 dagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag, met, in voorkomend geval, als bijlage, het advies van de erkenningscommissie.

Art. 6. Er wordt een erkenningscommissie opgericht wier opdracht erin bestaat advies uit te brengen over de erkenningsaanvragen. De erkenningscommissie bestaat uit een gewoon lid en één plaatsvervanger, die elk bestuur vertegenwoordigen dat respectievelijk bevoegd is voor : wegen, vervoer, mobiliteit, ruimtelijke ordening, plaatselijke besturen, alsmede voor de "Société régionale wallonne du Transport" (Gewestelijke Waalse Vervoermaatschappij).

De gewone en de plaatsvervangende leden van de erkenningscommissie worden door de regering benoemd voor een periode van vijf jaar, op de voordracht van de betrokken besturen.

De leden van de erkenningscommissie kiezen een voorzitter uit eigen kring. De erkenningscommissie stelt een huishoudelijk reglement vast dat ter goedkeuring voorgelegd wordt aan de regering.

Het bestuur dat bevoegd is voor mobiliteit neemt het secretariaat waar.

Art. 7. § 1. Indien er een gemeentelijk mobiliteitsplan dat uitgewerkt is door een erkende natuurlijke of rechtspersoon of een erkende vereniging van natuurlijke personen niet conform is aan de regels van goed vakmanschap of een document vormt waarvan de kwaliteit niet voldoet aan de doelstellingen bedoeld in artikel 12 van het decreet, wordt dat door de minister vastgesteld in een waarschuwing waarvan hij aan die persoon of vereniging van personen kennis geeft.

§ 2. Indien eenzelfde vaststelling wordt gemaakt voor een navolgend document, verzoekt de minister de erkenningscommissie om een advies binnen een door hem vastgestelde termijn en licht er de erkenningshouder over in. Laatstgenoemde beschikt over de mogelijkheid om zijn opmerkingen te laten gelden.

§ 3. Na advies van de erkenningscommissie kan de erkenning door de minister worden ingetrokken. Van de intrekking van de erkenning wordt aan de erkenningshouder kennis gegeven, waarbij aangestipt wordt binnen welke termijn laatstgenoemde opnieuw een erkenningsaanvraag kan indienen.

HOOFDSTUK IV. — *Slobepalingen*

Art. 8. Elke beslissing tot erkenning, hernieuwing of intrekking van een erkenning wordt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 9. Tot 1 januari 2006 worden de natuurlijke of rechtspersonen die een gemeentelijk mobiliteitsplan, goedgekeurd door een gemeenteraad, hebben uitgewerkt, gelijkgesteld met erkende personen in de categorie van artikel 4, § 1, die beantwoordt aan de kenmerken van de betrokken gemeenten.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 november 2004.

Art. 11. De Minister van Vervoer en Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS